



## Pourquoi faire grève le 12 septembre ?

- **Parce que nous sommes contre la destruction du code du travail et solidaires de tous les travailleurs du privé comme du public !** L'enjeu de cette réforme par ordonnances, c'est de démunir encore un peu plus les salarié-e-s face à leurs patrons. Ceux-ci seront maîtres à bord grâce aux accords d'entreprise qui auront force de loi. Il s'agit aussi de plafonner les indemnités de licenciement qu'un-e salarié-e peut percevoir devant le conseil de prud'hommes et de généraliser le « CDI de projet » déjà connu dans le BTP : c'est un contrat qui ne dure que le temps du projet. Quand celui-ci est terminé, le patron peut jeter les salarié-e-s sans indemnités de licenciement...

**Pas étonnant que CAC40 et MEDEF jubilent !!!**

- **Parce que nous défendons les droits des agent-e-s du secteur public qui sont tout autant menacés :** Le gouvernement prévoit 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires sur les cinq ans à venir. Le gel des salaires est de retour, ainsi que la journée de carence en cas de maladie.

- Parce que **dans l'éducation aussi**, nos droits de travailleur-ses sont remis en cause depuis plusieurs années : multiplication des contrats précaires, pouvoir accru des chefs sous prétexte d'autonomie des établissements, individualisation des parcours, management par le stress et répression syndicale comme dans le privé... Et les usagers du service public en supportent eux aussi les conséquences.

- **Dans le 1er degré :** « Les CP à 12 » ? Une farce, à commencer par le terme « dédoublement des CP » : il n'y a jamais eu de CP à 24 en REP+. Les locaux existants sont inadaptés et il n'y a même pas assez de salles de classe dans la plupart des écoles. Macron ne fait pas de « cadeau » aux pauvres : cette mesure se fait en détournant des moyens déjà déployés (suppression des dispositifs Plus de Maîtres Que de Classes) et seul le « lire-écrire-compter » intéresse le ministère au détriment de tout savoir émancipateur ! Pour les enseignant-e-s de CP et CE1, la (fausse) prime annuelle de 3000€ promise par le candidat Macron en REP+ est repoussée *sine die*.

- **Dans le 2d degré**, la pire des réformes de ces dernières années (celle du lycée) est conservée et l'autonomie des établissements est encore accentuée. Le ministre prétend ainsi donner le pouvoir de recrutement aux chef-fe-s d'établissement et met en chantier la remise en cause du baccalauréat et du droit aux études supérieures.

- **Dans l'enseignement supérieur**, le ministère orchestre la sélection à l'entrée de l'Université pour masquer son refus de mettre les moyens nécessaires pour une université ouverte à tou-te-s. Les portes de l'enseignement supérieur se ferment une à une, laissant un nombre croissant de jeunes sans perspective d'avenir.

Sans compter la suppression brutale des emplois aidés qui touche aussi l'Education : un vaste plan de licenciements sans indemnités qui ne dit pas son nom ! Nous sommes opposés à ce type de contrats précaires, mais nous défendons les travailleurs-euses qui vont perdre leur emploi. Nous revendiquons les moyens nécessaires pour que les écoles fonctionnent correctement et assurent un accueil de qualité pour tous les enfants.

Le projet libéral de Macron touche la société dans son ensemble. Le gouvernement attaque les plus fragiles sur tous les fronts. Alors qu'il annonce déjà une nouvelle réforme des retraites, la grève public/privé du 12 septembre doit être le point de départ d'un vaste mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive ultra-libérale.

**SUD Education 31 appelle**

**à faire grève et manifester le 12 septembre !**

**RDV : 10h - AG des grévistes EN à la Bourse du travail**

**14h - manifestation Place Arnaud Bernard**